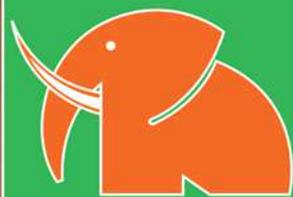


" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°220 du 10 au 16 Septembre 2020

PRÉSIDENTIELLE 2020
LE CALME AVANT LA TEMPÊTE ?

RENTRÉE SCOLAIRE 2020 - 2021
DE GRANDS BOULEVERSEMENTS

ZONE UEMOA
LA SUISSE ROULE SUR L'OR



RECONFIGURATION POLITIQUE

REPASSEZ PLUS TARD !

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

L'élection présidentielle de 2020 devait tourner une grande page en Côte d'Ivoire, car elle devrait acter la retraite politique d'Alassane Ouattara, de Laurent Gbagbo et d'Henri Konan Bédié. Mais les Ivoiriens devront prendre leur mal en patience.



Yeqar

Découvrez cette nouvelle marque de prêt à porter moderne et chic. Les pièces sont faites avec une attention particulière aux détails.



Made in Côte d'Ivoire

ÉDITO

De la peur à la banalisation

La Côte d'Ivoire compte aujourd'hui près de 20 000 cas confirmés de Covid-19, 18 000 malades guéris et moins de 120 décès. Avec un taux de létalité de 0,6% et un taux de guérison de 92%, la pandémie ne fait plus peur aux Ivoiriens. En témoigne la conseillère technique du ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Dr Édith Kouassy, a déploré la faible fréquentation des centres de dépistage de la pandémie au nouveau coronavirus depuis quelque temps. De 2 000 prélèvements l'on est passé à entre 700 et 1 000 tests quotidiens. L'un des baromètres de ce constat, c'est aussi l'ignorance de plus en plus palpable des mesures barrières, au sein de l'administration, dans les transports publics et dans les commerces. Le port du masque et la distanciation sociale ne sont plus observés avec rigueur. Il ne s'agit manifestement pas de négligence. Non, les Ivoiriens veulent simplement tourner la page de la Covid-19 et reprendre une vie totalement normale. Après tout, pourquoi n'en auraient-ils pas le droit ? La Côte d'Ivoire est indéniablement un bon élève pour ce qui est du ratio nombre de guérisons - décès relatifs au coronavirus. Et, lorsqu'on regarde les pays voisins, comme le Mali (environ 3 000 cas) et le Burkina Faso (autour de 1 300 personnes infectées), l'on se rend compte que l'existence du coronavirus est liée non pas au nombre de décès ou à la saturation des hôpitaux, mais plutôt à la quantité de tests effectués. Aucune catastrophe sanitaire n'est encore à déplorer. La dangerosité du virus n'est que contextuelle. La juxtaposition des réalités d'outremer avec celles de nombreux pays africains, notamment l'Ouest du continent, a été jusque-là illusoire. Et, en Côte d'Ivoire, ces réalités, aux plans économique et social, prennent peu à peu le dessus sur la dynamique sanitaire.

LE CHIFFRE

51 650

Le nombre de candidats inscrits pour la session 2020 du Brevet de technicien supérieur (BTS) en Côte d'Ivoire.

ILS ONT DIT...

- « Ce sont deux buts importants car j'ai réussi à atteindre ce record (101 buts) que je cherchais. Maintenant, le record c'est pas à pas. Ce n'est pas une obsession. » **Cristiano Ronaldo**, footballeur portugais, le mardi 8 septembre.
- « Je ne suis pas candidat à ce scrutin parce que non seulement je suis en attente d'un éventuel procès en appel à La Haye, mais mon mentor Laurent Gbagbo est candidat. Je ne veux pas être en compétition avec lui. C'est une question de principe. » **Charles Blé Goudé**, président du COJEP, le mardi 8 septembre.
- « Les chefs d'Etats ont insisté sur le fait que la démocratie, c'est de croire aux urnes, d'aller aux urnes, de respecter les décisions des institutions et d'accepter les résultats de celle-ci. » **Alassane Ouattara**, Président de la république de Côte d'Ivoire, le lundi 7 septembre.

UN JOUR UNE DATE

11 SEPTEMBRE 2001 : Deux avions de ligne piratés par des terroristes percutent à quelques minutes d'intervalle, les deux tours géantes du World Trade Center, à New-York.



Le président du Ghana, **Nana Addo Dankwa Akufo-Addo** a été élu président de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) le lundi 7 septembre.



En Équateur, la justice a confirmé, lundi 7 septembre en cassation la condamnation de l'ex-président **Rafael Correa** à huit ans de prison pour corruption.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Une hyène s'est échappée mardi 8 septembre du zoo national d'Abidjan et a semé la panique dans certains quartiers de la capitale économique. Finalement, elle a été capturée par les agents dudit zoo et ramenée dans son enclos.

RAPHAËL TANO

RECONFIGURATION POLITIQUE : REPASSEZ PLUS TARD !

L'élection présidentielle de 2020 devait tourner une grande page en Côte d'Ivoire, car elle devrait acter la retraite politique d'Alassane Ouattara, de Laurent Gbagbo et d'Henri Konan Bédié. Trois grandes personnalités qui mobilisent des foules et déchainent les passions. Mais les Ivoiriens devront prendre leur mal en patience. Trente ans après la mort de leur premier Président, Félix Houphouët Boigny, la classe politique n'a pas évolué. Les mêmes protagonistes se mènent une guerre sans merci au son de jeux d'alliances à tour de rôle. La nouvelle génération, tant attendue, continue de ronger son frein et est presque impuissante face à ses leaders respectifs. Préférant ou contraints de jouer les seconds rôles, certains dauphins putatifs espèrent renverser les tables et imposer une nouvelle dynamique. Mais le changement n'est pas pour demain.

YVANN AFDAL

La page des trois grands leaders qui crispent la vie politique ivoirienne depuis 1993 ne sera pas tournée de sitôt. Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié ne sont pas encore disposés à passer le flambeau à leurs héritiers. Face à face depuis 1995. La configuration n'a pas changé depuis. Les acteurs ont, dans un tour de passe-passe, gouverné, ou gouvernent, le pays, mais leurs antagonismes demeurent. Depuis 1995, l'on évolue dans un schéma à deux contre un. D'abord, le Front populaire ivoirien (FPI) et le Rassemblement des républicains (RDR) face au Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), entre 1994 et 2000, puis le RDR et le PDCI ensemble, entre 2004 et 2010, contre le FPI et maintenant le PDCI et le FPI ensemble contre le RDR, devenu Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP). Les observateurs avaient pronostiqué une reconfiguration politique en 2020, mais la révision de la Constitution intervenue en 2016 a rebattu les cartes, en faisant sauter le verrou de l'âge limite. Alors qu'il avait décidé de passer le flambeau le 5 mars

dernier à Amadou Gon Coulibaly, Alassane Ouattara est aujourd'hui, à la suite du décès de ce dernier, candidat à sa propre succession. Il rejoint ainsi Henri Konan Bédié, qui, après avoir perdu le pouvoir en 1999, espère prendre sa revanche vingt ans après. Une situation qui a également attisé l'appétit d'un Laurent Gbagbo, en attente d'une liberté définitive, qui se lance également dans la conquête du pouvoir. Ce dernier, estimant que sa gouvernance a été perturbée par une rébellion entre 2002 et 2010, pense qu'un retour aux affaires devrait lui permettre de reprendre son combat. Résultat, l'on s'achemine vers un remake de 2010, de 2000 ou même de 1995 et les Ivoiriens, à

« Ils ont tous raté leur sortie de la politique. Il faut qu'ils aient le courage de passer le flambeau après avoir gouverné à tour de rôle. »

juste raison, retiennent leur souffle. Pris en otage par ces trois partis, l'horizon ne leur donne pas encore de signes d'espoir.

Tourner en rond C'est le sentiment que semblent avoir bon nombre d'Ivoiriens. Depuis la mort de Félix Houphouët Boigny, la classe politique stagne. En



Le 31 octobre prochain les ivoiriens seront appelés aux urnes.

lieu et place de programmes et idées à défendre, les leaders politiques ont concentré les passions autour de leurs personnes. « Ils ont tous raté leur sortie de la politique. Il faut qu'ils aient le courage de passer le flambeau après avoir gouverné à tour de rôle », pense Arthur Banga, historien. « Le plus inquiétant, c'est qu'au sein même de ces partis, tous les jeunes qui ont tenté de sortir la tête

Bertin Kouadio Konan. Candidat indépendant, il sera face à Bédié au cas où sa candidature est validée. Au FPI, le schéma est tout autre. Président du parti depuis les années 2000, Pascal Affi N'Guessan a du mal à se faire accepter par une partie de la base militante. Pour cause, il a « tenté de tourner la page Gbagbo », même s'il s'en défend et dit qu'il reste fidèle à son mentor. En tout état de

Repères

Henri Konan Bédié: **86 ans, président de 1993 à 1999.**

Laurent Gbagbo: **75 ans, président de 2000 à 2010.**

Alassane Ouattara: **78 ans, président depuis 2011.**

Kouamé.

Remake ? À moins de 60 jours de la présidentielle, les principaux états-majors politiques se préparent à divers scénarios. Un premier pourrait ressembler à celui de 2000, avec le rejet des candidatures de Gbagbo et de Soro. Cela rappellerait la disqualification des candidatures de Bédié et de Ouattara, avec pour adversaire de Robert Guei, chef de la junte militaire, Laurent Gbagbo. Cette fois-ci, l'on pourrait avoir Bédié comme adversaire de Ouattara et

une partie de l'opposition, notamment celle accrochée à Laurent Gbagbo, comme observatrice. La présidentielle de 2000, qui avait vu la victoire de Gbagbo face à Guéi, s'était achevée par une courte crise postélectorale ayant entraîné des morts.

On pourrait filer aussi tout droit vers le scénario de 2010. L'éligibilité de Gbagbo, qui vit en liberté conditionnelle à Bruxelles, est hypothétique, car il ne figure plus sur la liste électorale. Mais l'on pourrait se retrouver presque dans la même configuration qu'au second tour de l'élection de 2010. Avec cette fois avec les alliés d'hier (Ouattara et Bédié) face à face et Laurent Gbagbo en faiseur de roi. Il ne faut pas non plus écarter le scénario de 1995, rappelle Firmin Kouamé. Le FPI, pour montrer sa solidarité avec le RDR, avait boycotté le scrutin. Henri Konan Bédié s'était alors retrouvé face à

des candidats plus faibles et les avait battu haut les mains.

Alternance Ce ne sont pas pour autant les volontés et les ambitions qui manquent. Si plusieurs cadres ont opté pour le refuge autour de leur mentor, certains veulent se donner un nouvel espoir. Marcel Amon Tanoh, Mamadou Koulibaly, Pascal Affi N'Guessan et Albert Mabry Toikeusse militent pour que la page « des trois grands » soit vite tournée, afin de permettre aux Ivoiriens de connaître une véritable alternance. « Ils ne sont certes pas nouveaux en politique, mais ils ont le courage de vouloir tracer leur voie et de proposer une alternative », explique le sociologue Firmin Kouamé. Mais ils sont toujours étouffés par les leaders qui les ont fait connaître et peinent à mobiliser face à des partis traditionnels, comme le RHDP, le PDCI et le FPI, qui se partagent jalousement l'électorat. Si 2020 ne leur sourit pas, ils devront faire face dans les années à venir à la montée en puissance de nouveaux concurrents. Ce qui devrait amenuiser leurs chances et porter un grand coup à leurs ambitions. Sexagénaires pour la plupart, ils ont déjà dirigé à plusieurs niveaux, à de hauts postes, et connu une certaine longévité au sein du gouvernement. Moins âgés que ces derniers, Hamed Bakayoko, Guillaume Soro, Bertin Kouadio Konan et Charles Blé Goudé ne comptent pas rester les bras croisés. Pour ces derniers, qui lorgnent depuis longtemps le fauteuil présidentiel en espérant une passe de leurs aînés, 2020 devrait leur permettre de se rapprocher un peu plus du fauteuil, à défaut de voir l'un d'entre eux l'occuper. Jugés parfois impatients ou comme ayant encore des carences à combler, ils s'estiment légitimes à avoir droit au chapitre. ■

3 QUESTIONS À



COTE D'IVOIRE

7 décembre 1993 : décès de Félix Houphouët Boigny.

7 décembre 1993- 24 décembre 1999 : Henri Konan Bédié succède à Félix Houphouët Boigny.

Octobre 1995 : Boycott de l'élection présidentielle par le FPI et le RDR.

19 décembre 1999 : coup d'Etat militaire, Robert Guei devient le chef de l'Etat.

Election d'octobre 2000 : le PDCI et le RDR sont exclus de l'élection présidentielle. Celle-ci consacre la victoire du FPI.

19 Septembre 2002 : Un coup d'Etat manqué se transforme en rébellion et divise le pays en deux parties pendant 8 ans.

Novembre 2010 : second tour de l'élection présidentielle, suivie d'une crise postélectorale.

Avril 2011 : fin de la crise postélectorale avec officiellement 3 000 morts.

Octobre 2015 : Alassane Ouattara est réélu président de Côte d'Ivoire pour un second mandat. ■

ALTERNANCE : LES BONS ÉLÈVES DE LA SOUS-RÉGION

Les populations des pays ouest-africains entrent progressivement dans leur rôle de citoyens actifs, même si les progrès au niveau des institutions sont non seulement faibles mais également réversibles. Certains pays arrivent tout de même à tirer leur épingle du jeu.

YVANN AFDAL

L'alternance politique est un phénomène suffisamment exceptionnel en Afrique pour que certains cas méritent d'être soulignés. Sur les 200 chefs d'État qui se sont succédé sur le continent depuis 1960, une vingtaine seulement a quitté le pouvoir volontairement et, sur ce nombre, la moitié l'a fait dans le cadre d'une transition démocratique.



Le Ghana Les gouvernants, successivement depuis trente-cinq ans Jerry Rawlings, John Agyekum Kufuor, John Atta-Mills, John Dramani Mahama et à présent Nana Akufo-Addo, ne manipulent pas la Constitution pour rester en place. Et, quand ils sont battus, ils abandonnent le poste avec élégance. Pour en arriver là, il a fallu que le pays passe par différentes phases, douloureuses parfois. 12 ans de parti unique, 23 ans de régime militaire, 23 ans de multipartisme. Nana Akufo-Addo, l'actuel Président, fit en février 2006 devant les étudiants de l'Université de Kumasi un résumé imagé de l'histoire de son pays. Si la politique s'y joue avec vigueur, mais sans débordements violents, c'est que le Ghana dispose aujourd'hui d'institutions et de règles acceptées. Pour devenir ministre, préfet, juge à la Cour suprême ou membre du Conseil d'État, il faut passer devant l'Assemblée nationale. Après avoir été désigné par le président, le candidat se présente devant une commission parlementaire pour « vérification » (vetting) avant de prêter serment devant les juges de la Cour suprême. Ce n'est pas une simple formalité : les députés en profitent pour affirmer leur indépendance, avec un empressement parfois proche du zèle.



Le Sénégal Le 19 mars 2000, Abdoulaye Wade, soutenu par une coalition de partis politiques regroupés au sein du Front pour l'alternance, mettait fin au long règne du Parti socialiste. Pour reprendre le mot d'un homme politique sénégalais, « l'opposition venait de déraciner un baobab ». Battu par son vieux rival, le Président Abdou Diouf reconnaissait rapidement sa

défaite et acceptait l'alternance, au grand soulagement de la population et des observateurs étrangers, qui craignaient un blocage du processus électoral et un déchaînement de la violence. Il en sera de même en 2012 lors de l'élection du Président Macky Sall. En reconnaissant sa défaite et en

appelant dès le soir du 2ème tour Macky Sall, Abdoulaye Wade a certainement voulu empêcher son entourage de contester le résultat.



Le Bénin Le modèle démocratique du Bénin est régulièrement cité en exemple en Afrique noire francophone, avec celui du Sénégal. Il offre une alternance régulière et sans heurts au sommet de l'État, ainsi qu'une régularité satisfaisante dans l'organisation des élections, qu'elles soient nationales, communales, municipales ou locales. La

Constitution n'a jamais été révisée, offrant ainsi aux acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels, nationaux comme étrangers, un cadre juridique stable et sécurisé. Cette stabilité profite également au pouvoir judiciaire, qui a eu le temps d'imposer ses jurisprudences en matières constitutionnelle, judiciaire et administrative.



Nouvelle dynamique Une cartographie des alternances survenues depuis 2000 place les pays de l'Afrique de l'ouest au nombre des États ayant porté au pouvoir de nouveaux présidents. La tenue d'élections plus ou moins transparentes, ainsi que l'implication politique de la société civile et de la diaspora, ont diversement concouru à l'avènement d'une alternance dans ces pays.

L'Afrique noire ne comptant quasiment plus de pays qui n'admettent pas le multipartisme, les États organisent à peu près tous des élections qui sont au moins formellement compétitives. On peut citer, entre autres exemples, le Burkina Faso, la Guinée et la Gambie. De manière générale, la culture des élections et de l'alternance semble prendre racine en Afrique de l'Ouest. Formellement, les élections organisées de 2000 à ce jour et ayant provoqué l'arrivée d'opposants aux affaires ont été dans une large mesure assez transparentes. ■

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à contact@pointfocal-mag.com



 [pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)

 [PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

www.pointfocal-mag.com

 focal

PRÉSIDENTIELLE 2020 : LE CALME AVANT LA TEMPÊTE ?

Plus l'on avance dans le calendrier électoral, plus les Ivoiriens retiennent leur souffle. Après une semaine de tensions par endroits, le calme est revenu, en attendant la liste officielle des candidats en lice.

YVANN AFDAL



Plus l'on approche de la date des élections, plus les ivoiriens ont peur.

Le président de la Commission électorale l'a déjà annoncé. Au moins 35 candidats à la candidature n'ont pas déposé de dossiers complets auprès de son institution. Les pièces manquantes vont du manque ou à l'insuffisance des parrainages au non-paiement de la caution de 50 millions de francs CFA, en passant par la non présentation de l'attestation de régularité fiscale. Moins de 10 candidatures sur les 44 déposées devraient être retenues finalement, si l'on s'en tient à cela.

Bombes à retardement Bien que ne figurant pas sur la liste électorale, Laurent Gbagbo et

Guillaume Soro ont déposé leurs dossiers de candidature, « même incomplets », selon des sources proches de ces derniers. Manque d'extrait de casier judiciaire et de certificat de résidence pour Laurent Gbagbo et manque d'attestation de régularité fiscale pour Guillaume Soro. « C'est

« **Bien que ne figurant pas sur la liste électorale, Laurent Gbagbo et Guillaume Soro ont déposé leurs dossiers de candidature, « même incomplets.»**

plus un acte politique qu'une volonté réelle de vouloir aller aux élections », pense un diplomate en poste à Abidjan. Un avis partagé par certains observateurs selon lesquels le rejet de leurs candidatures

pourrait susciter à nouveau des violences. Une situation qui apporte de l'eau au moulin de ceux qui militent pour un report des élections en vue de réformer la Commission électorale et d'organiser un scrutin inclusif et ouvert. Le rejet de certains dossiers pour pièces incomplètes et le maintien de la candidature d'Alassane Ouattara pourraient crispier encore plus le climat social.

En embuscade Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), qui investit son candidat ce samedi 12 septembre, risque de se retrouver dans un dilemme : aller aux élections sans ses alliés ou les convaincre de le soutenir même en étant hors-jeu. L'équation s'annonce plus que difficile pour la seconde option. Pascal Affi N'Gessan, Mamadou Koulibaly, Albert Mabri Toikeusse et Amon Tanoh Marcel, même s'ils ne pèsent pas grand chose, attendent patiemment la liste des candidats retenus. Leurs dossiers semblent ne pas souffrir d'irrégularités et ils espèrent ne pas avoir à affronter le Président Alassane Ouattara, candidat à sa propre succession. Les candidats retenus auront deux semaines de campagne à compter du 15 octobre, pour un scrutin très attendu et prévu pour le 31 octobre prochain. ■

EN BREF

HENRI KONAN BÉDIÉ INVESTIT CE WEEKEND

Après avoir déposé son dossier de candidature, Henri Konan Bédié sera investi par son parti le PDCI le samedi 12 septembre à la place Jean Paul II de Yamoussoukro. La cérémonie attend environ 100 000 militants et intervient un mois avant le début de la campagne présidentielle. Même si le PDCI continue d'émettre des réserves sur les conditions d'organisation de l'élection présidentielle, il continue de se préparer pour ne pas être surpris. Maurice Kacou Guikahué devrait être désigné directeur de campagne du PDCI avec des pouvoirs assez large pour constituer son équipe.

PROMOTION DU GENRE : LE CNDH VEUT BOOSTER LES CANDIDATURES FÉMININES

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) veut permettre à un grand nombre de femmes d'avoir accès aux assemblées élues. Pour y arriver, le CNDH compte ouvrir une session de formation du 21 septembre au 9 octobre afin de permettre à au moins 150 femmes de se former à son programme de Coaching initié en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement et ONU-Femmes. Il s'agit dans un premier temps des femmes candidates et dans le second des femmes qui souhaitent travailler dans le staff des candidates et candidats aux différentes élections. ■



ISSOUF OUATTARA

Des armes à la politique

PROPOS RECUEILLIS PAR ANGE STÉPHANIE DJANGONE

Ex-combattant, Issouf Ouattara tente de passer par la politique afin d'obtenir gain de cause dans la lutte qu'il mène depuis 2011. Désarmé et démobilisé, les ex-combattants réclament toujours les fonds qui devaient les «accompagner».

Vous troqué le treillis pour la politique. Qu'est ce qui explique ce changement ?

Nous avons laissé tomber le treillis pour la vie civile d'abord parce que nous sommes démobilisés et qu'il nous faut retravailler notre image. C'est dans ce sens que nous sensibilisons les camarades ex-combattants vers l'esprit de paix. Mais cela ne veut pas dire que nos revendications sont tombées à l'eau. Nous n'avons jamais eu satisfaction, mais nous continuons d'espérer. Et notre objectif, en tant qu'ex-combattant est de créer tout un mécanisme de démobilisation, pour que tôt ou tard la Côte d'Ivoire soit un exemple. C'est un travail républicain et patriotique.

Comment cela se fera-t-il ?

En fin de compte, dans la lutte, nous avons compris aujourd'hui que notre problème était récupéré par des politiques. Il fallait avoir un autre statut ou canal politique pour que nous puissions parler de nos revendications. C'est à dire la recherche du dialogue afin de trouver un compromis. Malheureusement, depuis longtemps, il n'y a aucun dialogue et certains ont semé la zizanie dans le groupe des ex-combattants. En fin de compte, le Congrès pour le développement et la paix (CDP) de Baily Diomandé nous a tendu la main et, sans hésiter, nous avons accepté. Il nous a certes dit qu'il ne pouvait pas résoudre notre problème, mais qu'ensemble nous pouvons atteindre certains objectifs. Il nous faut avoir un ancrage politique afin d'avoir accès à certaines personnes et de pouvoir ouvrir le dialogue. Et, désormais politiquement, nous essayons de continuer, en faisant un lobbying international, de sorte que notre situation puisse changer.

Peut-on dire que vous et vos camarades avez tourné le dos aux armes ?

Oui, exactement. Les camarades sont désarmés. La resocialisation n'a pas marché parce que les gens n'étaient pas démobilisés eux-mêmes. Donc il fallait travailler sur cet aspect. Aujourd'hui, nous pouvons dire que les ex-combattants sont démobilisés dans l'esprit. Nous avons carrément tourné le dos à la guerre et lorsque les hommes politiques viennent nous voir, nous leur répondons que nous ne faisons plus de guerre. C'est d'ailleurs une expérience que nous ne voulons plus vivre. C'est pourquoi nous prenons notre bâton de pèlerin pour dire que la guerre est mauvaise et conseiller aux parents de mettre tout en œuvre pour éviter un embrasement de la situation. Nous sommes choqués de voir les politiciens se tirer dessus alors qu'il y a encore des familles qui attendent justice et réparation. ■

Y.A

Octobre 2020 Pressions sur le Conseil constitutionnel

Après avoir enregistré 44 dépôts de candidature, la Commission électorale indépendante (CEI) a refillé la patate chaude au Conseil constitutionnel (CC). De sources proches de l'organe électoral, au moins 35 dossiers incomplets ont été réceptionnés par leurs services, dont ceux de Laurent Gbagbo et de Guillaume Soro. Selon le Président de la CEI, si plusieurs pré-

tendants ont déposé des chèques qui sont revenus impayés, d'autres n'ont déposé que deux ou trois des pièces demandées sur treize. Le CC, qui épluche depuis le 1er septembre les différents dossiers, a enregistré le 7 septembre deux lettres des partis de l'opposition (une du FPI et une autre signée du PDCI et de GPS) lui demandant d'invalider la candidature d'Alassane Ouattara. Le

CC se prononcera mi-septembre à la fois sur le fond et la forme de tous les dossiers reçus et statuera également sur les différentes saisines. Une décision fortement attendue par les différents acteurs politiques. L'opposition, quant à elle, souhaite maintenir ses partisans mobilisés afin de les appeler à nouveau dans les rues pour des manifestations qui pourraient à nouveau déboucher sur des vio-

lences. Toutefois, le Président de la République Alassane Ouattara insiste pour pacifier le climat électoral et faire en sorte que les élections se déroulent dans de bonnes conditions. Pour rappel, en 2010, la crise postélectorale avait fait officiellement un peu plus de 3 000 morts et les différents procès qui s'en sont suivis n'ont toujours pas permis de situer toutes les responsabilités. ■

www.jda.ci
Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les jeudis

7^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

ZONE UEMOA : LA SUISSE ROULE SUR L'OR

La Suisse a été le premier client de l'UEMOA en matière de commerce international, avec 18,1% des exportations totales de biens, en 2019. Cela est dû à sa forte demande d'or. Le pays a en effet monopolisé 62,9% des exportations d'or de l'Union au cours de cette période.

YVANN AFDAL



La Suisse est le premier client de l'or ouest africain.

En 2019, la Suisse a été le principal client de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en matière de commerce international de marchandises. Elle a monopolisé la plus grande part des exportations de biens de l'UEMOA en 2019, soit 18,1%, loin devant les Pays-Bas (6,3%) et la France (6,1%). C'est en tout cas ce que révèle le rapport de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur le commerce extérieur de l'UEMOA en 2019.

Bond quantitatif Le continent européen demeure toujours la principale destination des

exportations de biens de l'UEMOA, totalisant 46,6% de ses ventes en 2019 (+21,5% par rapport à 2018), avec 26,6% pour l'Union européenne et 20% pour les autres pays européens. La position de la Suisse est due aux exportations d'or, dont les cours internationaux ont enregistré une hausse de 15% en 2019, faisant grimper de 13,5% les exportations du produit en provenance de la zone économique ouest africaine, qui se sont établies à 4 211 milliards de francs CFA. Avec 62,9% des parts,

la Suisse est le premier importateur d'or de l'UEMOA, devant l'Afrique du Sud et les Émirats arabes unis. Pour ce qui est des exportations, par contre, si l'Europe reste le premier continent fournisseur de l'Union en biens (41,9% en 2019), c'est la Chine qui occupe le premier rang des pays exportateurs de biens vers la région, avec 16,5% des importations totales de biens de l'UEMOA. L'on note également que la part des produits en provenance du continent africain a baissé de 0,7 point de pourcentage en 2019, en se fixant à 15%, par rapport à 2018 (15,7%). Cette contreperformance intervient dans un contexte marqué par les difficultés économiques du Nigeria (premier fournisseur africain de l'Union) et ses tensions commerciales avec ses voisins de l'UEMOA, notamment le Bénin et le Niger. Au total, le déficit commercial de l'UEMOA s'est établi à 708,7 milliards de francs CFA, ou 0,8% du PIB, en 2019, contre 1886,2 milliards de francs CFA, ou 2,3% du PIB, en 2018, soit une réduction de 1,5 point de pourcentage en glissement annuel. ■

EN BREF

LA BECAO ACCOMPAGNE LA RELANCE ÉCONOMIQUE

Selon le gouverneur de la BCEAO, Tiémoko Meyliet Koné, il est prévu des mesures d'accompagnement pour doper la relance de la machine économique une fois la crise passée. Au début de la crise sanitaire, à l'entendre, tous les États de l'Union ont mis en œuvre des plans pour réduire ses effets négatifs sur l'économie. « Aujourd'hui, ces pays, à l'instar de ceux d'autres régions du monde, s'orientent vers un assouplissement des mesures de restrictions tout en introduisant des plans de relance économique. Dans le but de contribuer à cette dynamique, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé, récemment, de baisser de 50 points de base les taux directeurs de la Banque centrale. Le taux minimum de soumission est désormais de 2,0% au lieu de 2,5% auparavant. »

LES INSPECTEURS DE FINANCE SE FORMENT

A l'initiative de l'Inspection générale des finances (IGF), un séminaire de formation des inspecteurs et auditeurs du ministère de l'Économie et des Finances et celui du Budget et du Portefeuille de l'État s'est ouvert cette semaine à Abidjan. Les participants ont été formés à la méthodologie de conduite d'une mission d'audit interne dans les différentes directions opérationnelles des ministères susmentionnés. ■

Zleca un potentiel de croissance de 10% entre Dubaï et l'Afrique

La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca), prévue en janvier 2021, pourrait doper le commerce de Dubaï avec l'Afrique avec une hausse anticipée de 10% par an sur les cinq prochaines années, selon la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Dubaï. La logistique, l'entreposage, la fabrication, l'agro-industrie, les infrastructures, les soins de san-

té et la technologie sont considérés comme des domaines à fort potentiel pour développer le commerce et l'investissement bilatéraux. Plus 91% des hommes d'affaires participants en août à un webinar organisé conjointement par la CCI de Dubaï, le Centre financier international de Dubaï (DIFC) et le groupe Absa estimait que la Zleca renforcera les relations de l'Afrique avec Dubaï et les

Émirats arabes unis (EAU). «La Zleca offrira une énorme opportunité aux investisseurs des EAU qui pourront faire des affaires sur un seul ensemble de règles de commerce et d'investissement à travers le continent africain» selon déclaré Omar Khan, directeur des bureaux internationaux de la Chambre de Dubaï. Cette dynamique se confirme avec une hausse de 20% des exportations des

entreprises membres de la CCI Dubai en juin par rapport à mai 2020 pour atteindre 2,94 milliards de Francs CFA. L'Afrique du Nord représente la principale destination avec environ deux-tiers de la valeur (2,05 milliards FCFA). Pour l'Afrique subsaharienne, se place d'abord l'Afrique de l'Est (58%), puis l'Afrique de l'Ouest (28%), l'Afrique centrale (10%) et l'Afrique australe (4%). ■

ANGE STÉPHANIE DJANGONÉ

Mouna Coulibaly ou la beauté à l'état pur

Elle fait partie des rares entrepreneuses qui a été à l'école des cosmétiques naturels. Mouna Coulibaly fait aujourd'hui parler d'elle sur la toile et suscite l'admiration.

RAPHAËL TANOH

Savons aux plantes, sels de bain, bougies de massage, bains de pieds, etc. Bienvenue chez Sub Saharian Bio, probablement l'une des rares structures de cosmétiques sur le sol ivoirien à proposer des soins de beauté 100% naturels. Sa fondatrice, Mouna Van Gils Coulibaly, a trainé sa bosse dans le monde de l'audiovisuel et du cinéma. À l'entendre, c'est lors d'un voyage en Inde qu'elle se découvre des talents cachés dans le domaine très sélectif de la cosmétique. Elle a alors des problèmes cutanés. « À cette époque, j'étais sujette à un acné sévère, qui avait littéralement brisé ma confiance en moi. Tous les traitements essayés auparavant n'y faisant rien, j'ai profité de

ce séjour dans ce pays réputé pour sa science des plantes pour trouver des solutions alternatives naturelles. Cela a été le début de mon immersion dans la cosmétique végétale. Petit à petit, c'est devenu une passion, puis une vocation. En faire mon métier m'est apparu comme une évidence. Je suis donc allée me former aux métiers de la bio cosmétique dans une école en France », relate-t-elle.

Argile Elle décide de mettre au point tout une gamme de produits de beauté à partir de végétaux et d'argile. Pour cela, elle crée des liens avec des producteurs locaux. Des matières premières comme l'huile de coco ou le beurre de karité sont nécessaires pour ses pro-



Mouna Coulibaly veut faire connaître ses produits hors de la Côte d'Ivoire.

duits. Ils proviennent de plusieurs villes de l'intérieur du pays, que Mouna n'hésite pas à sillonner. Aujourd'hui, elle a su établir la confiance avec une clientèle fidèle. Sub Saharian Bio a déjà mis sur le marché des cosmétiques naturels pour

les soins du visage et du corps. Alors qu'elle a tout lâché pour se consacrer à ce domaine, qui la passionne, Mouna Coulibaly souhaite étendre ses activités et faire connaître sa marque au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire. ■



REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE

le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

RENTRÉE SCOLAIRE 2020 - 2021 : DE GRANDS BOULEVERSEMENTS

Comme l'on pouvait s'y attendre, la grande réunion de rentrée scolaire 2020 - 2021 s'est tenue cette année sur fond de coronavirus.

RAPHAËL TANO



Les élèves feront cette année deux semestres.

La grande réunion de rentrée scolaire 2020 - 2021 s'est tenue le lundi 7 septembre au lycée d'excellence Alassane Ouattara de l'amitié ivoiro-chinoise de Grand-Bassam. Au centre de cette rencontre solennelle, le découpage de cette année. Selon Kandia Camara, ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, la réouverture des classes ce lundi 14 septembre interviendra dans un contexte sensible. Un contexte qui nécessite « une réadaptation de nos comportements ». Cette année scolaire sera déclinée en semestres et non en trimestres. Soit du 14 septembre 2020 au 21 janvier 2021 et du 25 janvier 2021 au 04 juin 2021. Avec la fin de l'année prévue pour le 31 juillet. Coronavirus oblige. « Ce n'est pas nouveau pour

nous. Ce qui nous importe, c'est qu'on nous laisse le temps de terminer nos programmes scolaires », analyse Ekoun Kouassi, Secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré (SYNESCI). « Ce n'est pas un contexte comme les autres. L'essentiel est que les enfants parviennent à apprendre dans les meilleures conditions »,

« Ce qui nous importe, c'est qu'on nous laisse le temps de terminer les programmes scolaires. »

ajoute Edouard Aka, Président de l'Union nationale des parents d'élèves et étudiants (UNAPECI). **Encadreurs** Sur ce plan, Kandia Camara a pensé à tout. Notamment, à « une remise à niveau des élèves pendant les 8 premières semaines ». À cela s'ajoutent la redynami-

sation et le contrôle soutenu des conseils d'enseignement et des unités pédagogiques. Avec le réaménagement des programmes éducatifs, Kandia Camara annonce le recrutement exceptionnel de 1 211 conseillers pédagogiques de lycée, du préscolaire et du primaire et celui de 400 encadreurs pédagogiques du secondaire. Une politique applaudie par les enseignants. Pour Edouard Aka, il faut surtout continuer à protéger les enfants, vu que la pandémie continue. Mais, surtout, il faut que le gouvernement songe à les doter de masques, car les parents ne pourront pas le faire toute l'année. Kandia Camara a un tout autre plan, « L'installation de comités de veille Covid-19, au sein des établissements scolaires ». Il faudra également compter avec l'activation des clubs de santé. Le respect des consignes, le port obligatoire des masques, l'installation de dispositifs de lavage des mains, etc., seront aussi de la partie.

Karamako Traoré, Secrétaire général du Comité des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (Ceeci), y voit une assurance. « Nous allons de toute évidence vivre avec ce virus. Nous avons été surpris pendant l'année écoulée. Mais on est maintenant préparés ». ■

EN BREF

4,88 MILLIARDS FCFA POUR CONSTRUIRE DES LATRINES

Selon les dernières statistiques scolaires 2018-2019, 36,1% des écoles préscolaires, 52% des écoles primaires sont dépourvues d'installations d'assainissement fonctionnelles. 92,6 % des écoles communautaires ne disposent pas de toilettes fonctionnelles. 56,4% des écoles primaires sont dépourvues d'installations d'assainissement. Pour pallier ce déficit, le gouvernement veut construire des latrines améliorées dans plus de 7 304 écoles publiques qui en sont dépourvues. Le budget de l'année 2019, affecté à cet effet, était de 2,7 milliards quand celui de 2020 est de 4 milliard 88 millions de FCfa. Ce montant, selon la ministre Anne Désirée Ouloto, de l'assainissement et de la salubrité, permettra de construire des latrines dans chaque école. En 2019, 1038 latrines ont été réalisées par le gouvernement. 1000 latrines communautaires ont également été réalisées par les populations elles-mêmes.

LA MUGEFCI ÉLARGIT SON PANIER DE SOINS

La Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire (MUGEFCI) vient de décider d'intégrer dans son panier de soins 406 nouveaux produits médicaux. Une décision prise lors de sa dernière Assemblée générale mixte à la bourse du travail dans la commune de Treichville. Soit un total de 2013 nouveaux produits contre 1607 auparavant, a annoncé Mesmin Komoé, le président du Conseil d'administration de la mutuelle. Cela a été possible à en croire le PCA grâce à l'excédent réalisé au titre de l'exercice 2019. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

DANANÉ : LES GROSSESSES EN MILIEU SCOLAIRE PRÉOCCUPENT

L'Unicef, le ministère en charge des affaires sociales et les organisations non gouvernementales intervenant dans le cadre de la protection des enfants étaient récemment à Danané dans le cadre d'un atelier et des consultations foraines pour recueillir les avis des groupes ciblés sur la gestion des grossesses en cours de scolarité. Une activité qui vise à contribuer à la survie scolaire de la fille scolarisée qui tombe en grossesse en la protégeant des effets néfastes issus de son environnement et en l'aidant à poursuivre ses études avec succès. Et ce grâce l'appui technique et financier de l'Unicef avec les fonds du Canada dénommés « Pour chaque fille, le droit à l'éducation ». Il s'est agi durant deux jours de collecter des informations sur les représentations sociales que les communautés ont de la gestion des cas de grossesse des enfants scolarisés en lien avec les coutumes, les pratiques sociales et la justice, etc. ■

VENEZUELA : L'OPPOSITION DÉSUNIE

Alors qu'une grande partie de l'opposition vénézuélienne a décidé de boycotter les législatives à venir, l'un de ses poids lourds est sorti du bois pour dénoncer cette stratégie.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Juan Guaidó reste toujours déterminé.

Le chef de file de l'opposition vénézuélienne Juan Guaidó tente toujours d'évincer Nicolas Maduro du pouvoir. Le 7 septembre, il a appelé l'armée à boycotter les législatives de décembre et à « augmenter la pression internationale » contre le gouvernement. Cette exhortation de celui qui s'est autoproclamé président par intérim du Venezuela, et est reconnu comme tel par une cinquantaine de pays, intervient après qu'un de ses soutiens l'ait pris à contre-pied. Alors qu'une trentaine de formations de l'opposition, regroupées autour de Guaidó, ont opté pour le boycott du scrutin législatif du 6 décembre, dénonçant par avance « la fraude », Henrique Capriles fustige cette stratégie : il a appelé

le 2 septembre sur les réseaux sociaux à « jouer le jeu de la démocratie » en présentant des candidats. Il a ajouté que l'opposition doit « cesser de jouer au gouvernement sur Internet ». La sortie de Capriles est importante, car il est l'un des leaders de l'opposition vénézuélienne. Poids lourd de la politique, il a perdu l'élection présidentielle en 2012 face à Hugo Chavez, puis, une année plus tard, l'élection anticipée contre Nicolas Maduro. Il se réjouissait au début de l'année dernière de « l'espoir » soulevé par Juan Guaidó. Des soutiens de ce dernier accusent aujourd'hui Capriles d'être manipulé par Maduro.

Opposants amnistiés Le 31 août, le

gouvernement a annoncé un geste du président « en faveur de la réconciliation nationale », avec « l'amnistie » de 110 opposants, dont bon nombre d'élus emprisonnés ou en exil. Une avancée politique qui fait suite aux négociations avec Henrique Capriles et le député Stalin Gonzalez, jusqu'à récemment très proche conseiller de Juan Guaidó. Sur les 110 personnes amnistiées, 50 étaient en prison. Les autres sont en exil, réfugiés dans des ambassades à Caracas ou assignés à résidence. 26 sont des députés. Mais quelques noms d'opposants n'apparaissent pas sur cette liste. Dont ceux de Juan Guaidó et de Leopoldo Lopez, considéré comme son mentor. Ces libérations ont été saluées par Josep Borrell, le Haut-représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, qui a évoqué sur Twitter « une condition sine qua non pour continuer à progresser dans l'organisation d'élections libres, inclusives et transparentes ». Plusieurs pays de l'UE soutiennent Guaidó et l'ont reconnu comme président légitime du Venezuela. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

LA CHINE ACCUSE L'INDE DE « PROVOCATION »

Dans un communiqué publié mardi, le ministère chinois de la Défense a accusé l'Inde de « grave provocation militaire » après le franchissement de la frontière la veille par des soldats qui ont ensuite « effectué des tirs de sommation ». « Les troupes chinoises de défense des frontières ont été forcées de prendre les contre-mesures appropriées pour stabiliser la situation sur le terrain », ajoute le texte, qui ne précise pas la nature de ces mesures. L'Inde n'a pas réagi dans l'immédiat. Des litiges frontaliers anciens opposent ces puissances voisines. Ils ont été attisés mi-juin par un choc à plus de 4 000 mètres d'altitude entre soldats indiens et chinois, au Ladakh (nord de l'Inde). L'affrontement a fait 20 morts côté indien et un nombre inconnu de victimes dans les rangs chinois. La mort des soldats indiens a suscité une vague d'indignation dans le pays, entraînant même un boycott des produits chinois. Après l'affrontement, de hauts responsables des armées chinoise et indienne s'étaient rencontrés et avaient convenu d'œuvrer pour apaiser les tensions. ■

Nigeria Déradicaliser pour pacifier

Depuis 2015, le Nigeria a lancé un programme de déradicalisation des combattants de Boko Haram arrêtés. Ce lundi, les Nations Unies ont estimé qu'il aidera ces anciens combattants à mieux se réinsérer dans la société et à maintenir la paix dans la région. Le programme de déradicalisation, réhabilitation et réintégration (DRR) est une initiative essentielle de consolidation de la paix, a noté Edward Kallon, le Coordinateur humanitaire des Nations Unies au Nigeria, lors de sa visite au camp du DRR de l'État de Gombe (nord-est), ajoutant qu'il « fait partie des meilleures pratiques mondiales ». « Je salue leurs efforts pour faire en sorte

que ces ex-combattants soient déradicalisés, réhabilités et réintégrés dans la société, apportant ainsi des contributions significatives à leurs communautés », a déclaré M. Kallon. Il a également promis le soutien de l'ONU au programme, en particulier dans le domaine de « l'amélioration de la qualité ». Le programme DRR est le fruit d'une coopération entre le gouvernement, l'armée et plusieurs ministères, départements et agences nigériens. Il vise à déradicaliser et à réhabiliter les terroristes repentis de Boko Haram, dans le but de gagner la guerre contre le mouvement extrémiste. ■

B.S.H.

Y.A

LIONEL MESSI : ÇA SE BOUSCULE POUR L'ÉTÉ PROCHAIN

Après plusieurs jours de tractations, Lionel Messi a fini par annoncer qu'il restait au FC Barcelone. Il va donc honorer son contrat jusqu'à juin 2021. Sauf prolongation, il sera ensuite libre. Manchester City et le Paris Saint-Germain (PSG) sont en embuscade pour récupérer le génie argentin.

ANTHONY NIAMKE



L'avenir de Lionel Messi aura lieu au Barça.

Ça été un soulagement pour la Catalogne et les supporters du FC Barcelone. Lionel Messi, 33 ans, portera encore le maillot du club la saison prochaine. L'attaquant avait manifesté son désir de quitter l'Espagne mais est finalement revenu sur sa décision à quelques jours du coup d'envoi de la Liga 2020 - 2021, ce samedi 12 septembre. S'il a

décidé d'honorer son contrat jusqu'à son terme, il n'a pas encore évoqué une prolongation. Selon un proche du club catalan, voir Messi renouveler son bail avec le Barça n'est pas impossible. Tout dépendra des élections à la présidence du club de mars 2021 et d'une bonne entente avec le nouvel entraîneur, Ronald Koeman. Le sextuple ballon d'Or sera libre en juin prochain et les

grosses écuries se bousculent à sa porte.

Citizen vs Parisiens Manchester City et le PSG sont pour l'instant les deux plus gros prétendants. Le club anglais semble le plus apte, d'un point de vue financier et sportif, à attirer le prodige. Le club mancunien, qui était prêt à déboursier près de 100 millions d'euros pour Messi cet été, ne se gênera pas pour saisir l'opportunité, en reversant à l'attaquant une jolie prime à la signature. Et l'entraîneur Pep Guardiola est un argument sportif non négligeable, qui pourrait peser dans la balance. Selon la presse espagnole, Manchester City compte passer à l'action dès juin prochain. Au Paris Saint-Germain (PSG), Neymar et Mbappé seront en juin 2021, sauf prolongation, à un an de la fin de leurs contrats respectifs. Le club parisien pourrait être obligé de libérer l'une de ses deux stars, notamment Kylian Mbappé, qui rêve de signer au Real de Madrid, et les Merengues pourraient bien passer à l'action lors du prochain mercato d'été. Du coup, cela sera pour le PSG l'occasion de reconstituer le duo magique, Neymar - Messi. L'été 2021 est encore loin et d'autres prétendants pourraient s'ajouter à la liste. L'épisode 2 du feuilleton Messi pourrait être plus long et palpitant que le premier. ■

Tokyo 2021 Avec ou sans la Covid-19



Les jeux Olympique de Tokyo ont été maintenus malgré la COVID-19.

Les Jeux Olympiques de Tokyo, reportés à 2021, se dérouleront indépendamment de la Covid-19, selon l'annonce faite le 7 septembre par le Vice-président du Comité international olympique (CIO), John Coates. Pour le président du comité de coordination du CIO, ils auront lieu « avec ou sans coronavirus » et débiteront le 23 juillet 2021. « Ce seront les Jeux qui auront vaincu la Covid-19, la lumière au bout du tunnel », affirme-t-il.

La thématique de ces JO sera celle de la reconstruction après les ravages causés par le tsunami, annonce M. John Coates, en référence au tremblement de terre et au tsunami qui avaient dévasté le nord-est du Japon en 2011. Les JO devaient être inaugurés le 24 juillet dernier. Les autorités japonaises et le CIO ne souhaitent pas qu'ils soient reportés une seconde fois. Cependant, beaucoup d'experts doutent que la pandémie soit sous contrôle l'été prochain. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Issiaka Cissé a été sacré champion de Côte d'Ivoire de l'édition 2020 de la compétition nationale du cyclisme sur route qui s'est déroulée, le dimanche 6 septembre 2020, à San-Pedro. Au terme d'un parcours de 120 Km équivalant à 10 tours d'un circuit fermé de 12 Km effectués par les hommes, avec une vitesse moyenne de 37,55Km/H, Issiaka Cissé est arrivé en tête du peloton de 34 coureurs, suivi de Bassirou Konté.

Le tennisman, **Novak Djokovic** a été disqualifié, dimanche 6 septembre de l'US Open 2020 pour avoir lancé une balle d'un coup de raquette, heurtant en plein visage une juge de ligne. Le numéro un mondial venait de perdre un point synonyme de break en faveur de son adversaire, Pablo Carreno Busta. Le règlement étant ce qu'il est, le Serbe a été disqualifié. Un énorme coup de tonnerre.

ENFANTS DE LA RUE : L'INSERTION PAR LES ARTS ET LA CULTURE

Fidèle à son principe de permettre aux jeunes de s'épanouir par les arts et d'en faire un métier, Wêrêwêrê-Liking, Présidente de la Fondation panafricaine Ki-Yi, va initier ce mois-ci un programme d'insertion d'enfants de la rue.

ANTHONY NIAMKE



Un programme d'insertion d'enfants de la rue aura lieu ce mois-ci.

Les enfants vulnérables en situation de rue en Côte d'Ivoire, c'est une problématique faisant partie des missions du ministère ivoirien de la Femme, de la famille et de l'enfant. Qui, d'ailleurs, a mis sur pied un programme qui consiste à les regrouper dans des centres où ils bénéficient d'une assistance alimentaire et sanitaire. Mais pour la Fondation panafricaine Ki-Yi, présidée par Wêrêwêrê-Liking, les arts et la culture sont un moyen de réinsertion pour les jeunes vivant dans les rues. Ainsi, en soutien à l'action gouvernementale, elle va initier en ce mois de septembre un projet post Covid-19 dénommé

« Programme d'insertion d'enfants en situation de rue par l'initiation et les formations qualifiantes aux métiers des arts et de la culture en Côte d'Ivoire ». Un programme qui, selon son initiatrice, va avoir une durée de 12 mois, 9 mois de formation et 3 mois de création.

Insertion par les arts « Ce projet se veut une réponse citoyenne complémentaire à l'initiative gouvernementale, la chaîne de solidarité de la société civile, pour ensemble arracher ces enfants à la rue et leur permettre de se reconstruire sereinement, afin que chaque étape franchie ne soit

pas suivie d'un recul immédiat », explique Wêrêwêrê-Liking. Avant d'ajouter « par la dimension culturelle, notre participation peut réintégrer ces enfants dans leurs communautés, en en faisant des piliers, grâce à une formation qualifiante pluridisciplinaire aux métiers d'art inspirée de nos méthodes pédagogiques traditionnelles ». Ce programme va donc offrir à 50 enfants une formation professionnelle accélérée aux métiers des arts vivant, à savoir la danse, la musique, le chant, les percussions et le théâtre, ainsi qu'aux techniques et technologies y afférentes, notamment le son, la lumière, les décors, les plateaux, les costumes, la photographie, etc. « L'objectif est de donner à ces enfants des outils de prise en main de leur propre destin au sortir de la rue, par l'acquisition de savoirs et savoir-faire artistiques les positionnant de façon avantageuse pour un début de carrière artistique ». Le programme, selon son initiatrice, offrira une formation aussi bien théorique que pratique et se déroulera principalement au Village Ki-Yi, dans la commune de Cocody. Il va s'articuler autour de trois grands axes : « Immersions et initiations », « Professions » et « Ki-Yi créations » ■

INFO PEOPLE

KAARIS S'EN PREND À BOOBA DANS SON DERNIER ALBUM

La guerre est de nouveau déclarée entre Booba et Kaaris. Le rappeur ivoirien a consacré quelques lignes à son rival dans le morceau « Réussite » de son dernier album, sorti le 4 septembre dernier. En effet, dans la chanson, le natif de Côte d'Ivoire revient sur son parcours, les déceptions auxquelles il a dû faire face depuis son arrivée en France dans les années 90 et ses débuts dans le rap. Sans le nommer, Kaaris a fait part de sa rancœur envers son ancien mentor. Une petite pique qui n'a pas échappé aux internautes. Très actif sur les réseaux sociaux, Booba a rapidement réagi sur Instagram. Un message auquel Kaaris n'a pas encore répondu, trop occupé par sa promotion.



INFO PEOPLE

RUPERT GRINT : L'ACTEUR D'HARRY POTTER DEVENU MAGNAT DE L'IMMOBILIER

Dix ans après l'arrêt de la saga « Harry Potter », Rupert Grint poursuit sa carrière au cinéma et à la télévision et sera bientôt à l'affiche de la deuxième saison de « Servant ». Il a également fait une incursion fructueuse dans le secteur de l'immobilier. Rupert Grint est propriétaire de trois sociétés. Une reconversion réussie qui lui aurait permis de récolter près de 28 millions d'euros. Parmi les sociétés dont Rupert Grint est propriétaire figure Clay 10 Ltd, dont les actifs ont enregistré un gain de près de 4 millions de dollars, soit près de 3,4 millions d'euros, ces 2 dernières années. Le comédien a acquis de nombreuses propriétés, à Londres, à Luton et dans le Hertfordshire.



Journal d'Abidjan
L'hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécrétaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisis ta Couleur!

